

LES TACHES DE L'EDIFICATION DU SOCIALISME EN ALGERIE

par Abdelaziz ZERDANI

Au début du mois de janvier 1967 et dans le cadre de l'activité culturelle qui s'est déroulée au cours du mois de Ramadhan, le Ministre du Travail, Abdelaziz ZERDANI, a donné une conférence ayant pour thème : les tâches de l'édification socialiste en Algérie.

Cette conférence s'est déroulée au siège de l'Union locale UGTA (Union Générale des Travailleurs Algériens), d'Alger-Centre, devant une assistance composée essentiellement de travailleurs. Le texte en a été reproduit intégralement dans le quotidien El-Moudjahid du 14 janvier 1967 ; c'est ce texte que nous publions, accompagné de quelques sous-titres de la rédaction de la Revue.

Il m'est particulièrement agréable de me présenter à vous ce soir. Nous allons essayer ensemble de discuter des tâches de l'édification socialiste dans notre pays et avec votre accord, de la voie algérienne vers le socialisme sujet beaucoup plus vaste certes mais nécessaire à la compréhension des phénomènes inhérents au processus de transformations sociales, politiques et économiques actuellement en cours.

Cette voie vers le socialisme traduit d'abord les réalités de l'époque dans ce monde d'après la seconde guerre mondiale où la plupart des mouvements de libération nationale ont pu entretenir leur poussée révolutionnaire et où les peuples après avoir reconquis la liberté tentent de reconstruire leur pays ruiné par le colonialisme et marqué par le sous-développement. C'est en passant par les épreuves que ces peuples se lancent directement vers la voie non capitaliste pour le développement de leur économie et la construction d'une société nouvelle.

Ce phénomène qui a décidé du cours de la révolution mondiale fut amorcé par certaines révolutions et particulièrement par la révolution algérienne grâce à son originalité propre.

La voie algérienne vers le socialisme :

En effet, l'Algérie, cette colonie d'hier, se fraye aujourd'hui sa propre voie vers le socialisme. Cette voie, c'est la lutte de libération nationale qui l'a imposée et non pas un quelconque programme des partis nationalistes avant 1954. C'est au cours de la lutte de libération

nationale que les aspirations des masses, au départ exclusivement politiques se sont transformées, au fur et à mesure que le combat se prolongeait, en une revendication sociale à savoir le renversement de fond en comble de la société ancienne. Déjà une révolution sociale sous-entendait la révolution politique, cette dernière ne visant à recouvrer que l'indépendance nationale.

Dès lors l'expérience algérienne tendant à l'édification d'une société socialiste apparaît à notre époque comme un prototype nouveau et son apport à la connaissance théorique de la révolution socialiste apparaît important et enrichissant.

Il y a bien une voie algérienne vers le socialisme. Et pourquoi n'aurions-nous pas une voie propre à nous ? Pourquoi les voies de passage au socialisme ne se multiplieraient-elles pas ? Il est vrai que le socialisme — en tant que régime social abolissant l'exploitation de l'homme par l'homme — est toujours le même. Les points de départ peuvent ne pas être semblables, les chemins à parcourir peuvent être différents, mais l'objectif visé demeure identique pour tous.

Le socialisme n'est pas une recette toute faite pour tous les peuples. Ce n'est point, non plus, un ensemble de dogmes qui ne changent pas alors que changent les conditions de vie.

Mais nous devons nous garder contre les tentatives qui consistent à vouloir exprimer ces vues théoriques, non pas pour justifier un processus valable, mais bien au contraire pour masquer des orientations ou des « socialismes spécifiques » qui en fin de compte n'ont de socialisme que le nom.

Pour pouvoir prétendre à sa propre voie vers le socialisme, il faut, au préalable, avoir réalisé certaines conditions qui montrent effectivement que le pays se libère politiquement et économiquement de la domination de l'étranger et du capital. Il faut aussi posséder une théorie révolutionnaire car la théorie est la seule capable d'assurer la rationalisation des décisions dans tous les domaines. La théorie révolutionnaire qui réside aussi dans la capacité de découvrir les caractéristiques propres à un peuple à la lumière de ses traditions de lutte, de son patrimoine intellectuel et de son tempérament national immunise contre les dangers de l'activisme et du mimétisme idéologique.

Pour nous résumer enfin il est clair que seule une théorie nourrie d'abord de principes scientifiques et puisée ensuite dans les valeurs propres au pays évite les attitudes d'esprit erronées et permet de saisir l'importance d'une conception exacte de la révolution.

Si nous insistons essentiellement sur ce point c'est pour souligner l'apparition puis la floraison d'un certain nombre de formules telles que socialismes arabe, sénégalais, socialisme islamique, ou socialisme chrétien et nous en passons bien d'autres tendant à vouloir faire accréditer la thèse qu'il y a autant de socialismes que de contrées ou de confessions.

Le recours à ces formules et les tentatives faites en ce sens sèment la confusion et développent des idées fondamentalement opposées à l'idéologie et la pratique socialistes.

C'est par ce biais que des thèmes et des slogans d'essence réactionnaire et anti-révolutionnaire peuvent surgir pour combattre la véritable approche scientifique des problèmes qui se posent aux différentes sociétés.

De ces thèmes nous ne citons que ceux qui visent d'une part à rejeter toute référence à des courants de pensée ou à des expériences qui se sont déroulées dans d'autres pays, et d'autre part à exacerber le sentiment national par le rappel à tout moment et en toute circonstance des valeurs nationales.

C'est précisément pour ces raisons que tout au long de notre exposé nous utiliserons la formulation suivante : Voie algérienne vers le socialisme et non socialisme algérien.

Révolution nationale et révolution socialiste :

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il serait opportun d'aborder une question d'ordre théorique qui revêt à nos yeux une grande importance.

C'est le fait de connaître si la révolution nationale et la révolution socialiste se superposent ou bien si chacune d'elle a ses tâches particulières.

A la lumière de l'expérience et tout au long de ces années qui viennent de s'écouler le clivage s'est opéré, très schématiquement du reste, entre deux tendances.

Il y avait celle qui, sous prétexte que la révolution nationale étant dépassée et que les problèmes se posant à l'Algérie indépendante concernaient une autre révolution, la seule révolution socialiste, voulait que le recrutement des militants et le choix des cadres du pays se fassent, sans référence au passé, et sur la base unique de critères idéologiques.

Il y avait une seconde tendance qui, sous prétexte que la révolution nationale, dans les conditions particulières de l'Algérie, ne pouvant pas ne pas avoir un caractère de classe et que par conséquent, la révolution socialiste étant contenue dans la révolution nationale, voulait que le recrutement des militants et le choix des cadres du pays se fasse exclusivement parmi ceux qui avaient assumé d'une manière, ou d'une autre la guerre pour l'indépendance nationale.

Il tombe sous le sens que tout militant nationaliste n'est pas nécessairement un militant socialiste. D'une part la révolution nationale n'a pas seulement charrié dans ses rangs des paysans pauvres, des ouvriers et des petits bourgeois n'ayant pas encore perdu leurs attaches populaires, mais également tous les frustrés d'une intégration devenue impossible ainsi que tous ceux qui n'aspiraient à rien de plus qu'à remplacer les colons et s'installer dans les usines. D'autre part, si la paysannerie pauvre, si le prolétariat embryonnaire, si les masses clo-

chardisées des villes et des campagnes peuvent en tant que tels constituer des « forces de révolution », suffit-il de les engager dans une « mécanique révolutionnaire », pour qu'ils deviennent, automatiquement, des « forces révolutionnaires ? ».

Cela dit il n'en demeurerait pas moins vrai qu'à vouloir superposer deux révolutions, l'une nationale et l'autre socialiste, à vouloir déclarer la première terminée et avec elle le rôle de ses vétérans, on créait une situation difficilement tolérable qui ne pouvait pas ne pas créer une tension entre ceux qui avaient assumé la « révolution dépassée » et ceux qui étaient appelés à assumer la nouvelle.

Pour notre part nous pencherons beaucoup plus vers l'appréciation qui consiste à montrer que la révolution nationale et la révolution socialiste s'entre-pénètrent au lieu de se superposer ou de se différencier.

Entre l'indépendance et le socialisme, il devait et il pouvait y avoir continuité de la révolution. Mais il aurait fallu, pour cela, qu'au cours de la lutte armée pour la libération nationale, la révolution accepte le risque de voir sa direction éclater et se fixe des objectifs allant au-delà de l'indépendance politique. Si cela avait été fait, le problème aurait été simplifié. Il en a, malheureusement, été autrement et, une fois l'indépendance acquise, le FLN, vidé de tout contenu idéologique et programmatique, éclatait comme une orange qui a trop mûri. La situation aurait pu être moins confuse si ceux qui se voulaient seuls militants de la révolution socialiste avaient participé à part entière à la lutte de libération et rien n'illustre mieux cette situation que ce mot d'un responsable syndicaliste : « Je ne permets à personne de dire de moi que je ne suis pas socialiste. Je ne peux pourtant pas admettre que ceux qui, au cours de la guerre de libération, nous ont considérés comme des aventuriers, ceux qui ne visualisaient la libération de l'Algérie que dans le cadre de la libération de la France, viennent aujourd'hui nous dire : merci, vous avez terminé votre travail avec l'indépendance, maintenant c'est à nous de gouverner parce que nous sommes seuls à être socialistes ». Nous ne citons cette réflexion que pour répéter des vérités que la pratique a confirmées depuis : il ne suffit pas de se réclamer d'une idéologie révolutionnaire pour être automatiquement révolutionnaire comme il ne suffit pas de se réclamer du seul nationalisme pour être non moins automatiquement révolutionnaire.

Caractère historique et inévitable de la solution socialiste en Algérie :

Le processus révolutionnaire en Algérie comme partout obéit à l'existence d'une situation historique caractérisée par des conditions politiques, économiques et sociales déterminées, celles-ci ne pouvant être appréhendées que par une direction patriotique qui aura à en assumer les tâches de la lutte anti-colonialiste et qui découvrira inévitablement le contenu social de la révolution nationale. Nous disons bien inévitablement parce que tout ce qui s'est passé jusqu'à présent ne relève pas d'un quelconque libre choix, ni d'une option octroyée, mais le résultat de sept ans et demi de lutte conjuguée à la réalité

d'alors de la société algérienne. La solution socialiste constitue en Algérie une inévitabilité historique. Elle a été imposée par l'entrée en mouvement des masses laborieuses ouvrières et paysannes pendant la lutte de libération nationale et s'est concrétisée dès les lendemains de l'Indépendance.

Dans notre pays la structure sociale fut déterminée par le caractère qu'elle a acquis sous la domination impérialiste. Ce fait a énormément gêné le développement des couches nationales privilégiées et favorisé la paupérisation de l'immense majorité de la population. C'est pour cela que le devoir de la théorie révolutionnaire en Algérie doit consister à souligner le côté historique et décisif joué par la classe ouvrière et par la paysannerie, les deux seuls éléments valables de la révolution algérienne. Cette théorie doit aider les ouvriers et les paysans à prendre objectivement conscience de leurs intérêts, qui sont d'abord les intérêts de l'écrasante majorité du peuple.

Ce sont ces intérêts de l'écrasante majorité du peuple qui ont poussé à la transformation radicale de la société coloniale traditionnelle en suscitant toutes les mesures que le pouvoir a prises en ce sens. C'est dans cette dynamique globale de la lutte sociale telle qu'elle s'est manifestée au lendemain de la libération qu'il faut chercher l'origine du mouvement des « comités de gestion » et de l'appropriation collective des moyens de production. Que chacun se rappelle ce mouvement de grandeur révolutionnaire des ouvriers des villes et des campagnes et des paysans sans terre prenant d'assaut les postes avancés de la colonisation agraire et industrielle. Ce mouvement qui a revêtu un caractère collectif et non un caractère individuel a reflété une mentalité et des traditions communautaires séculaires à nos masses laborieuses.

C'est ce mouvement et cette appropriation collective des moyens de production par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre qui ont donné la première impulsion et les premières pulsations à l'ouverture vers le socialisme, et imprimé un style à la continuité de la révolution.

Le mouvement imposé d'abord par les masses, institutionnalisé ensuite par le pouvoir, a abouti à l'actuel système de l'autogestion, caractéristique fondamentale de la voie algérienne vers le socialisme.

L'autogestion et ses problèmes.

Qu'est-ce l'autogestion, cette caractéristique fondamentale de la voie algérienne vers le socialisme ? Nous pensons qu'il n'existe nulle part ailleurs de définition plus appropriée et plus complète que celle donnée par la *Charte d'Alger* et nous citons « L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays d'émerger sur la scène politico-économique et de se constituer en force dirigeante. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie et de la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique, elle pose les rapports respectifs de l'Etat, du Parti, des syndicats et

des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestion de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses ».

Il existe un autre aspect de l'autogestion que l'on doit faire ressortir, c'est le fait que dans les domaines et les entreprises autogérées la notion du salariat est abolie et la propriété des moyens de production est de caractère social.

Nous n'allons pas nous étendre sur ces chapitres. Chacun de vous connaît l'essentiel des Décrets de Mars 1963 mais nous allons nous pencher ensemble sur les problèmes qui ont trait à l'application de l'autogestion et cerner avec précision les difficultés et les obstacles qu'elle se doit de surmonter.

La situation actuelle de l'Algérie est caractérisée par l'existence dans le domaine agricole d'un secteur moderne autogéré, d'une minorité de gros et moyens possédants et d'une grande masse de petits fellahs. Dans le domaine industriel et commercial elle est caractérisée par l'existence d'un secteur de production socialiste et d'un secteur de production de type capitaliste.

La première constatation qui saute aux yeux est l'existence d'un déséquilibre entre le secteur socialiste, réduit le plus souvent aux simples unités de production (surtout dans l'industrie) et le secteur capitaliste qui dispose de tous les éléments nécessaires à son bon fonctionnement (système bancaire, approvisionnements, commercialisation et cadres). A cette contradiction il faut ajouter le fait que l'autogestion n'a jamais été appliquée sérieusement trouvant même auprès de certains organismes chargés officiellement d'organiser ce secteur une hostilité plus ou moins déclarée.

L'autogestion a baigné dans un milieu environnant nettement hostile et c'est presque un miracle que les résultats obtenus grâce à la conscience des travailleurs, ne soient pas catastrophiques. Il ne peut y avoir d'accommodements, ni de coexistence durables entre le secteur socialiste et le secteur capitaliste et surtout dans le domaine agricole.

L'autogestion n'est pas une simple expérience économique que l'on tente pour savoir si les résultats seraient bons ou mauvais. Il faut lui créer toutes les conditions nécessaires à son épanouissement et à sa réussite. Le concept de l'autogestion ne peut être que le résultat d'une vision globale de la société et des transformations à opérer et non une simple formule de gestion économique au même titre que les autres formes de gestion, soit coopérative, soit même privée.

C'est pour remédier à cette situation qu'il a paru indispensable de donner au plus tôt au secteur socialiste, les moyens qui lui font défaut pour se développer harmonieusement. Cela signifie que les

mesures prises devront constituer un ensemble cohérent qui permettrait au secteur socialiste d'être le véritable moteur de la vie politique et économique du pays et d'amoindrir progressivement le rôle et l'influence du secteur privé. Il y a également d'autres tâches qui sont aussi importantes que celles que nous venons d'énumérer. Elles ont trait à la responsabilité qui incombe à l'organisation syndicale dans ce domaine. Il est du devoir du syndicat d'organiser sérieusement les travailleurs de la terre et de ne plus se contenter de réclamer le versement des cotisations. Les travailleurs de la terre doivent être structurés et une éducation socialiste élèvera leur degré de conscience et leur niveau intellectuel. C'est dans la production que le syndicat doit mener l'essentiel de son activité et non dans les services où les contraintes économiques et sociales sont moins fortes que dans les secteurs de la production. C'est dans les entreprises et dans les domaines que se manifesterà la conscience socialiste et c'est dans l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie que se réalisera une des conditions de succès du socialisme et que se créeront les assises sociales du pouvoir révolutionnaire.

La nature de ce pouvoir révolutionnaire est d'être quant à lui le défenseur des intérêts des couches laborieuses qui constituent ses assises sociales. C'est à ce titre qu'il ne manquera pas de se heurter inévitablement aux couches privilégiées qui comprennent d'une part tous ceux qui, à quelque degré que ce soit, détiennent la propriété des moyens de production, et d'autre part à leurs alliés soit à l'extérieur soit à l'intérieur du système.

Après ces considérations il apparaît donc que la première et la plus urgente des tâches économiques de l'édification socialiste est la consolidation, le développement et l'extension de l'autogestion. C'est la réalisation intégrale de cette principale tâche qui conditionne le succès de toutes les autres tâches que nous allons traiter par la suite.

La révolution agraire :

D'ores et déjà la seconde opération peut s'intituler la révolution agraire car si la mise en autogestion des terres de colonisation a permis de jeter les bases de la construction d'un pays socialiste elle n'a pas encore résolu le problème des terres détenues par les grands propriétaires algériens. Il s'agit là d'une opération impérative et immédiate qui ne doit plus être passible de renvoi.

C'est dans ce but qu'un document important traitant de la révolution agraire a été élaboré par une commission nationale au niveau du Conseil de la Révolution et fixant l'entrée en application de la réforme agraire pour l'année en cours. Il est clair que les objectifs à atteindre ne peuvent être réalisés sans la mobilisation des masses et leur participation effective à tous les stades de l'opération.

Les principes théoriques qui ont présidé à l'élaboration de ce document visent à détruire la grosse propriété foncière, à neutraliser la moyenne et à encourager la petite. Il ne s'agira pas d'une simple récupération des terres et d'une redistribution non moins systématique

car cela apparaîtrait comme une entreprise anti-économique. L'objectif sera d'intégrer progressivement cette masse importante que constitue la petite paysannerie à l'ensemble des activités nationales et de permettre ainsi un renforcement de la productivité générale.

En conclusion à ce point, il faut noter les lignes directrices et les principes essentiels de cette opération :

- 1°) — La terre à celui qui la travaille.
- 2°) — Limitation de la propriété.
- 3°) — Les terres riches (vignobles, agrumes, maraîchers) qui seront récupérées ne feront pas partie des lots à distribuer, mais seront affectées automatiquement au secteur autogéré qui sera ainsi élargi.
- 4°) — L'organisation de coopératives qui seront ouvertes à tous les petits paysans.
- 5°) — La distribution d'un certain lot de terres à titre individuel dans tous les cas où la mise en autogestion ou en coopérative s'avèrera peu rentable.

Nous ne terminerons pas cette partie sans apporter quelques précisions sur le rôle et l'organisation d'un système coopératif à mi-chemin entre l'autogestion et la gestion privée. Dans un premier stade l'organisation d'un système coopératif semble le meilleur moyen de dépasser cette forme d'appropriation qu'est la distribution des terres aux fellahs à titre individuel, mais il n'en demeure pas moins que cette forme d'organisation est rudimentaire par rapport à l'organisation socialiste qui est l'autogestion. Le but visé sera donc la transformation progressive de ces coopératives en organismes d'autogestion et ce passage devant exclure la contrainte, constituera une promotion pour le paysan.

A la lumière de ces deux points traités précédemment nous pourrons dégager une donnée permanente à savoir que les ouvriers et les paysans, après avoir été les promoteurs essentiels de la destruction de l'ancien système, seront également les promoteurs essentiels de la construction de l'ordre nouveau parce qu'ils concentrent en eux tous les intérêts révolutionnaires de la société. Leur formation idéologique et culturelle par le Parti et par les organisations de masse est donc une nécessité de tous les jours.

Conditions d'une planification socialiste et d'une politique d'industrialisation :

Dans les autres domaines la préparation rationnelle d'un plan pour le développement d'une économie socialiste demeure également une des tâches primordiales de l'édification. Il ne peut y avoir d'économie socialiste sans planification socialiste. La planification implique trois sortes de conditions qui sont indissolublement liées les unes aux autres : les conditions techniques, économiques et politiques.

— Sur le plan technique, elle est tributaire de la connaissance parfaite de la situation du pays, des déséquilibres régionaux, des besoins prioritaires. L'information est un problème fondamental. Elle évite le décalage entre l'élaboration théorique et la réalisation concrète. Un recensement général a été effectué l'année dernière et ses résultats seront mieux connus dans l'année en cours.

— Sur le plan économique, la planification exige la mobilisation et la centralisation du surplus économique c'est-à-dire ce qui dans la production dépasse ce qui est nécessaire à la consommation des travailleurs. Cette mobilisation et cette centralisation doivent prendre deux formes complémentaires : entre les mains de l'Etat pour les entreprises qui relèvent de sa gestion et entre les mains du secteur autogéré et des coopératives de production.

Le développement socialiste implique que l'ensemble des investissements doit être, aussi rapidement que possible, financé par des ressources internes, c'est-à-dire par un prélèvement sur le revenu national. L'aide étrangère doit être considérée comme un simple appoint venant s'ajouter à l'effort national. Une acceptation aveugle de celle-ci compromettrait l'indépendance économique et par-là même l'indépendance politique du pays.

— Enfin sur le plan politique, la planification implique l'indépendance réelle, faute de quoi la détermination des priorités reste abstraite, et une élaboration démocratique avec la participation consciente et le concours actif des travailleurs. C'est dans cette perspective que la nouvelle organisation communale qui réserve les 2/3 des sièges de l'Assemblée populaire communale aux travailleurs sera appelée à jouer un rôle de plus en plus décisif dans l'élaboration et l'exécution du plan.

C'est dans ce cadre enfin qu'une politique de véritable industrialisation devra s'insérer pour utiliser pleinement notre potentiel économique en fonction des besoins actuels du pays.

Les structures industrielles léguées à l'Algérie par la colonisation sont très peu développées. Il s'agit surtout d'ateliers, de petites industries alimentaires et de quelques complexes de moyenne et grande importance tournés d'ailleurs pour leur approvisionnement au bon vouloir du marché français.

Contrairement à ce qui s'est produit dans le secteur agricole, seule une faible partie de ces unités a été placée en autogestion alors que le développement du secteur industriel autogéré commande non seulement l'orientation et la transformation progressive du secteur privé mais aussi la création par l'Etat d'entreprises industrielles nouvelles.

Les objectifs de ces nouvelles entreprises industrielles doivent viser essentiellement à :

— la création d'emplois nouveaux ;

— l'alimentation de la consommation intérieure, ce qui signifie la diminution des importations de biens de consommation et éventuellement augmenter les exportations de ces mêmes biens. Ceci permettra par ailleurs à la production agricole d'avoir des débouchés nouveaux et par-là même une base de développement ;

— la mise en place de complexes susceptibles de jeter les bases d'une industrie lourde en Algérie. Mais cela exige au préalable la réanimation de toute l'industrie légère et moyenne existante susceptible de constituer une base de développement à l'industrie lourde qui exige un marché suffisamment vaste pour que la rentabilité soit assurée.

L'industrie légère et moyenne et particulièrement l'industrie de transformation crée beaucoup d'emplois et permet la résorption partielle du chômage alors que l'industrie lourde crée peu d'emplois parce que basée sur la technique et le machinisme.

Sur un autre plan, les sociétés nationales, s'il s'avère utile d'en créer, elles doivent par contre obéir rigoureusement aux lois et aux principes de la société socialiste et non aux lois du marché capitaliste. La constitution de ces sociétés nationales et leur prolifération posent le problème de leur gestion et la responsabilité des travailleurs peut être diluée.

Il reste encore beaucoup de tâches à énumérer ne serait-ce que la distribution et la commercialisation, le système bancaire, la formation professionnelle et la refonte des systèmes d'enseignements. Cela risque de nous prendre beaucoup de temps. Nous nous sommes contentés de traiter seulement les tâches qui nous apparaissent revêtir une importance plus grande et une priorité absolue.